

LES 10 CHANTIERS PRIORITAIRES SELON LA FAPEO

Les difficultés que vit notre système éducatif sont largement connues et les mots dits et écrits. Pourtant, la Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel constate que cette législature n'aura apporté que peu de réponses pour y remédier.

En 2014, notre enseignement :

- ne **garantit pas une place pour tous** dès l'école maternelle ;
- ne **garantit pas une place équivalente** pour tous les élèves ;
- **entretient l'échec scolaire** et le mécanisme de **redoublement** ;
- organise la **relégation**, la **ségrégation des publics** et la **concurrence** entre établissements ;
- contribue à **reproduire les inégalités sociales**.

Or, la FAPEO continue à défendre le projet d'une école vecteur d'émancipation et d'intégration sociale, **pour tous au nom de l'intérêt supérieur de l'enfant**. Au risque de nous répéter et de répéter encore ce qui a été dit et écrit par ailleurs, nous demandons :

1. **Un projet d'École de la réussite qui réserve une place de qualité à chaque enfant.**
2. **Un projet d'école ouverte au partenariat entre les différents acteurs** socio-éducatifs dans et hors école, dans un esprit de coopération **avec les élèves et les parents**.
3. **Un véritable pilotage du système éducatif** au service des acteurs de l'école et **au profit de tous les élèves**.
4. **Une révision des modes de financement de l'école officielle** afin que l'argument budgétaire ne puisse servir de frein à l'amélioration de notre système d'enseignement.

Pour atteindre ces quatre objectifs, les parents ont identifié dix chantiers à ouvrir de manière prioritaire¹.

¹ Pour en savoir plus, nos analyses, études, prises de position sont consultables sur le site www.fapeo.be.

1. Une École ouverte aux parents

Les parents sont trop souvent exclus des débats de fond sur l'école et on leur donne rarement les moyens de comprendre ce qu'il se passe dans celle-ci. Pourquoi ne pas encourager l'alliance éducative entre parents et École ?

Nous demandons :

- La mise en place de Conseils de participation actifs dans toutes les écoles et qui remplissent, en collaboration avec les parents élus, les missions qui leur sont conférées par le décret « Missions ».
- Des directions et des pouvoirs organisateurs qui favorisent le développement d'associations de parents.
- Des pouvoirs organisateurs qui intègrent une représentation parentale dans les instances de concertation locale.
- La représentation de la FAPEO au Conseil général de l'enseignement secondaire et fondamental.

2. Vers un réseau public unifié

Le système scolaire actuel est éclaté en réseaux multiples tant au sein de l'officiel qu'entre l'officiel et le libre, cela renforce la concurrence entre établissements et coûte cher.

Nous demandons :

- Dans un premier temps, le regroupement des réseaux de l'Enseignement officiel, en un seul réseau, sous une Coupole de l'Enseignement officiel à laquelle la FAPEO serait associée.
- Dans un second temps, la fusion de tous les réseaux (officiels et libres) dans un réseau public unifié afin de promouvoir la solidarité entre écoles et de faire des économies d'échelle.
- Dans cette configuration, une autonomie accrue des acteurs locaux, en ce compris des chefs d'établissement.

3. Un pilotage effectif et transparent

Depuis la mise en place de la Commission de pilotage du système éducatif (COPI) en 2002, l'évaluation et l'ajustement *ad hoc* des politiques éducatives peinent à se mettre en place. Ainsi, la discrimination positive n'a jamais été évaluée avant qu'on la réforme en encadrement différencié... et on attend toujours l'évaluation complète et objective du décret « Inscriptions ». Sans compter l'absence de pilotage de la pénurie de places ou d'enseignants...

Nous demandons :

- Un pilotage du système éducatif :
 - ✓ Qui se donne les moyens de l'analyser et de l'évaluer.
 - ✓ Qui recherche des solutions avec les acteurs de terrain.
 - ✓ Qui donne les moyens aux équipes de mettre en œuvre les éventuelles réformes, en les accompagnant et les évaluant si nécessaire.
- Un pilotage par bassin scolaire afin de répondre aux problématiques spécifiques.
- Un retour de la COPI vers d'autres instances politiques et administratives que la Fédération Wallonie-Bruxelles qui ont un lien avec l'enseignement et la formation : fédéral, régions, communes...

4. Une École équitable

Les inégalités liées aux facteurs socio-économiques, les effets du quasi-marché scolaire, les inégalités entre établissements, le manque de places dans certaines zones contribuent à rendre notre système d'enseignement globalement inéquitable.

- La garantie d'une place de qualité pour tous.
- Que la mission de service public d'enseignement soit garantie dès la 1^{ère} maternelle, soit le droit inconditionnel d'accès à l'enseignement dès la 1^{ère} maternelle.
- L'obligation scolaire dès 5 ans.
- La centralisation des informations sur les places disponibles et la création de commissions zonales interréseaux d'inscriptions pour le fondamental.
- Un plafonnement des frais scolaires, en particulier des classes de dépaysement.
- L'assimilation du temps de midi à un temps scolaire (soumis à la gratuité).
- La gratuité des frais directement liés aux apprentissages.
- La révision du décret « Inscriptions » pour le secondaire :
 - ✓ En tenant compte des spécificités locales.
 - ✓ En diminuant le poids des critères géographiques.
 - ✓ En augmentant le poids des critères pédagogiques.
 - ✓ En individualisant l'indice socio-économique.
 - ✓ En instaurant un double quota (ISEF – non ISEF).

5. Sortir de la culture de l'échec

417,2 millions, c'est le coût du redoublement en 2012, soit presque 11% du budget de l'enseignement primaire et secondaire ordinaire. Un budget énorme qui pourrait être investi dans un véritable projet d'école de la réussite.

Nous demandons :

- **Une réforme de la formation initiale.**
 - ✓ D'un niveau universitaire, comprenant notamment une formation à la différenciation pédagogique, à la dynamique de groupe, aux sciences cognitives, à la motivation et l'estime de soi, aux troubles de l'apprentissage, aux outils pour apprendre à apprendre, à l'évaluation formative, au travail en équipe, aux outils informatiques, à la diversité culturelle, au travail transversal entre niveaux de classe et entre disciplines.
 - ✓ Un renforcement de la formation théorique sur la question des inégalités sociales et scolaires et les effets de la pratique massive du redoublement.

- **L'internalisation du soutien pédagogique dans les écoles.**
 - ✓ Des enseignants formés à l'analyse de l'erreur, capables de communiquer sur ce point avec les parents.
 - ✓ Des enseignants à même de pouvoir analyser les difficultés scolaires et de mobiliser des ressources pédagogiques diversifiées pour y remédier et/ou de travailler avec d'autres professionnels pour gérer les élèves ayant un trouble de l'apprentissage et/ou un trouble de l'attention.
 - ✓ Une organisation des temps d'apprentissage au sein de l'école qui internalise les devoirs, sous la guidance pédagogique des enseignants et avec des ressources pédagogiques accessibles à tous.
 - ✓ L'organisation d'une remédiation structurelle et gratuite dans l'école, accessible à tous.

- **Un pilotage des évaluations externes**, en particulier des résultats des épreuves du CEB et du CE1D, avec :
 - ✓ Un examen précis des causes de l'écart entre la réussite au CEB et celle au CE1D et la mise en place de mesures d'ajustement.
 - ✓ La mise en œuvre d'un continuum pédagogique articulé et cohérent entre la 6^e primaire et la 1^{ère} secondaire.

6. Une spécialisation de l'Enseignement plus qu'un Enseignement spécialisé

Trop souvent, l'organisation de cet enseignement joue à contre-courant du vivre-ensemble en tant qu'il sépare institutionnellement les élèves en fonction de leurs besoins spécifiques. En outre, le spécialisé est régulièrement utilisé comme filière de relégation pour les élèves dits « non gérables » que l'ordinaire ne peut accueillir. Sans remettre en question les bénéfices de l'enseignement spécialisé pour un grand nombre d'élèves, il convient de réfléchir à l'articulation entre ordinaire et spécialisé dans l'optique d'une école qui puisse accueillir tous les enfants quelles que soient leurs difficultés.

Nous demandons :

- Le renforcement des projets d'intégration et le soutien des projets pédagogiques inclusifs dans l'optique d'un plus grand rapprochement entre l'ordinaire et le spécialisé.
- Davantage de cohérence dans le parcours scolaire des enfants à besoins spécifiques (inclus les troubles de l'apprentissage), ainsi qu'une prise en compte de leur insertion future dans la société. Le recours systématique aux Plan Individualisé d'Apprentissage (PIA) et Plan Individualisé de Transition (PIT), en associant les familles à leur usage, comme outils d'accompagnement permanent des apprentissages et de construction du projet de vie de l'enfant et du futur adulte.
- Des réponses à la problématique des enfants « hors circuit scolaire » (sans place dans une école adaptée, scolarisés à domicile, placés dans des institutions de soin...) et de leur famille.
- Une meilleure adéquation entre la demande d'enseignement spécifique et l'offre.
- Une réorganisation harmonieuse tout au long de la scolarité des types 1, 3 et 8 (pour qu'ils ne soient plus des filières de « raccrochage scolaire », voire d'exclusion de l'ordinaire pour les élèves « difficiles » ou en grande difficulté sociale.)
- Une plus grande ouverture à la problématique des « enfants à besoins spécifiques » et aux « pédagogies différenciées » dans la refonte future de la formation initiale.

7. Une École qui valorise l'enseignement qualifiant : pour une orientation positive

L'enseignement qualifiant est trop largement devenu une filière de relégation. Comment attirer les jeunes vers cet enseignement et/ou vers l'apprentissage d'un métier ? Sans que l'orientation qualifiante devienne le réservoir de main-d'œuvre du secteur marchand !

Nous demandons :

- Un véritable tronc commun jusqu'à 14 ans comprenant des cours généraux et des cours techniques, artistiques et sportifs.
- Un cadre permettant une orientation positive choisie vers des deuxièmes degrés de qualité, sans hiérarchie de filière et relégation.
- Une revalorisation de l'enseignement qualifiant par une ouverture des filières et des passerelles (éviter l'effet « entonnoir » de notre structure actuelle).
- Une politique de spécialisation des établissements réfléchie au sein des bassins scolaires pour permettre aux élèves de l'enseignement qualifiant de se former avec des équipements de pointe.
- Le maintien d'une formation générale au sein du qualifiant (français, mathématiques, langues, histoire...).

8. Une École qui intègre les bâtiments scolaires dans l'environnement global de vie

À l'heure où de nouveaux projets d'école (construction, rénovation) sont sur la table, sans doute est-il temps de repenser l'école dans la ville, le quartier, le village ? L'école, plus encore que par le passé, doit être pensée en articulation avec le milieu de vie : logement, vie de quartier, emploi, infrastructures collectives (sportives, espaces verts, lieux culturels, tissu associatif...).

Nous demandons :

- Que tous les nouveaux projets immobiliers (logement) soient élaborés en tenant compte des besoins en termes d'infrastructures collectives, en ce compris d'écoles.
- Que les projets d'écoles soient élaborés dans leurs synergies possibles avec leur environnement social, culturel et naturel (espaces verts).
- Que les projets d'école ne soient pas uniquement pensés en termes de places dans des classes, mais en termes d'accueil global, notamment pour l'aménagement des espaces collectifs (réfectoire, cours de récréation, salle de sport, salle de repos pour les plus jeunes, salle de détente pour l'accueil en dehors des heures de classe).
- Que l'architecture des écoles soit (re)pensée en tenant compte de cette ouverture au monde extérieur et aux parents en prévoyant des espaces informels de rencontre (agora) dans l'école.

9. Une École qui offre une formation citoyenne pour tous

Dans l'officiel, dès la 1^{ère} primaire, les élèves doivent choisir entre 6 options dites « philosophiques » (morale ou religion catholique, protestante, israélite, islamique, orthodoxe, et peut-être bientôt anglicane ou bouddhiste). Une séparation dépassée dans la société d'aujourd'hui et un casse-tête pour les écoles. Parallèlement, on déplore le manque de formation citoyenne.

Nous demandons :

- La suppression progressive de ces 6 cours (en les rendant d'abord facultatifs, car c'est la seule option légale à ce jour).
- Leur remplacement, à terme, par un cours commun à tous les élèves qui aborderait les questions essentielles du vivre-ensemble et de la citoyenneté (philosophie, vie en société, apprentissage du respect, citoyenneté, démocratie, collectivité, l'interculturalité...).

10. Une école où il fait bon vivre

Les écoles sont des lieux de vie où les enfants alternent au quotidien du temps scolaire (en classe) et du temps non scolaire (garderies, temps de midi...). Or, la qualité de l'accueil des enfants est trop rarement une priorité.

Nous demandons

- Un transport scolaire de qualité.
- Une politique du bien-être respectueuse des besoins et droits de base : hygiène, sécurité, alimentation.
- Un cadre scolaire pensé en termes de prévention des violences scolaires.
- Des espaces de vie collectifs sécurisants et stimulants (cours de récréation, réfectoire, bibliothèque, salles de sport...).
- Une refondation des rythmes scolaires qui tienne compte des rythmes des enfants : temps de devoir, planification des congés scolaires...
- Une politique de l'accueil extrascolaire refinancée et en cohérence avec le Code de Qualité de l'ONE, encadré par du personnel formé.
- Bref, une école pensée comme un lieu de vie où les élèves sont accueillis et sollicités en tant qu'acteurs de la vie scolaire via les conseils de classe, les conseils de délégués d'élève, les conseils de participation.

Le mot de la fin pour avancer !

Sur les bancs de l'école se trouvent des jeunes qui appartiennent à ce qu'on nomme désormais la génération « Z » (les enfants du numérique). Cette génération est née dans une société en profonde mutation : accès immédiat et massif à l'information grâce à la révolution numérique, progression de l'individualisme, triomphe de l'idéologie du développement personnel, recul de l'État social actif, crise du marché de l'emploi lié aux crises économiques et financières, flexibilité du monde du travail, recul de la domination traditionnelle (liée au statut) et avancée de la domination économique, perte de confiance en l'avenir, déclin des idéologies du 20^e siècle et émergence de nouvelles idéologies parfois antagonistes (décroissance vs culte de la performance et de la productivité).

Dans ce contexte de changements accélérés, l'École est aussi en crise : crise de légitimité liée à la perte de son statut de seule transmettrice des savoirs, crise de sens car elle ne garantit pas la promotion sociale (ni même une maîtrise des savoirs de base), crise de l'identité professionnelle car le métier d'enseignant a rarement été autant décrié, conflit de générations, car elle n'a pu suivre la révolution numérique (seuls 30 % de nos élèves ont accès à un ordinateur à l'école).

La société a changé, l'école est en crise sans avoir réussi à s'adapter à ces changements. Comment dès lors y faire adhérer les enfants et les jeunes ? Comment lui redonner sens et légitimité ?

Sans doute grâce à une véritable refondation de notre École appelée de ses vœux par la **Plateforme de lutte contre l'échec scolaire** et à laquelle la **FAPEO** s'est associée². Une réforme qui n'aura de chance d'aboutir qu'à condition qu'elle soit véritablement concertée avec l'ensemble des acteurs, en ce compris les parents, et que les instances politiques dégagent les moyens nécessaires à sa mise en œuvre.

CONTACT PRESSE : joelle.lacroix@fapeo.be 02/527 25 75 0474 64 09 11

² La FAPEO, membre de la Plateforme contre l'échec scolaire, soutient « L'appel à refondation » diffusé le 31 janvier 2014 http://www.changement-egalite.be/IMG/pdf/Appel_a_refondation.pdf,